

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1972)
Heft: 206

Artikel: Perspectives
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1016270>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La gangrène de l'inflation : contre un blocage temporaire des prix

In extenso, cette lettre du directeur de l'Office central des transports internationaux par chemins de fer, s'exprimant bien sûr à titre personnel, qui poursuit utilement la réflexion amorcée dans notre éditorial de DP 204 (« La gangrène ») et nous permet aussi (voir la réponse ci-dessous) de préciser notre point de vue :

Monsieur le rédacteur responsable,

J'ai lu, avec beaucoup d'intérêt, l'article que vous venez de consacrer à la gangrène de l'inflation dans votre numéro 204 du 23 novembre 1972.

Je suis pleinement d'accord avec vous sur les dangers considérables que comporte, pour l'équilibre social et pour l'avenir de notre pays, l'inflation galopante et gangrenante dans laquelle nous som-

mes entrés. Cette inflation ira s'aggravant et entraînera des conséquences funestes si l'on ne se décide pas à agir rapidement et fermement pour la maîtriser.

J'hésite, pourtant, à me rallier au remède de choc que vous proposez, soit un blocage temporaire des prix.

Tout en reconnaissant que ce faux remède peut paraître s'imposer si l'on tarde trop à prendre d'autres mesures efficaces, je me demande s'il est bien applicable, dans notre pays, qui ne se trouve pas en guerre comme les Etats-Unis, et dont la situation à tant d'égards est différente (dépendance de marchés étrangers, absence de chômage, etc.).

Ne craignez-vous pas qu'un blocage des prix, qui ne remédie pas, comme vous le dites vous-mêmes, aux véritables causes de l'inflation et qui consiste à casser le thermomètre parce qu'on a la fièvre, entraîne d'autres maux : restrictions de l'offre, rationnements, marchés noirs, interventions de plus en plus dangereuses dans les mécanismes complexes de l'économie, pertes de libertés, dé-

bouchant finalement, malgré son caractère soi-disant temporaire, sur une situation aussi mauvaise que celle qu'on prétend corriger (déflation et crise ou réévaluation du franc suisse)? Je ne partage pas d'ailleurs votre optimisme en ce qui concerne l'appareil administratif nécessaire. Ne serait-ce que pour donner suite aux plaintes des consommateurs ou pour accorder les dérogations inévitables, le blocage nécessiterait un personnel plus nombreux que vous pensez.

Avant de proposer une thérapeutique de l'inflation, il faut être bien conscient de ses causes principales.

L'une d'elles, et probablement la plus importante, sur laquelle on n'insiste pas assez souvent, paraît résider dans les défauts capitaux du système monétaire international. Ce système se caractérise actuellement par le rôle de monnaie de réserve attribué au dollar américain surévalué et pratiquement non convertible, par suite du déficit considérable de la balance américaine des paiements. Cela entraîne une multiplication absolument anormale des crédits (voir notamment le

Pollution: Ciba-Geigy sans vergogne

La lecture de la presse quotidienne est souvent frustrante : de longs développements à propos d'un événement banal et, par contre quelques lignes seulement pour un sujet qui appelle de multiples questions. Quelquefois cependant, ce sont des informations contradictoires ou complémentaires qui éveillent l'attention.

Ainsi à deux jours d'intervalle, les journaux ont relaté la conférence de presse de l'Association pour la protection des eaux de la Suisse du nord-ouest et la journée d'information sur la pollution organisée par Ciba-Geigy.

Au cours de la première, on a cité des chiffres et des faits accablants pour l'industrie chimique et les pouvoirs publics : en 1962, les pêcheurs de Bâle-Ville sortaient du Rhin 23 000 poissons ;

10 ans plus tard 4000 ; la Birse a été empoisonnée trois fois en 1971 et 1972 par la même industrie ; la plainte pénale déposée par l'inspecteur de la pêche s'est heurtée à l'indifférence des autorités ; la teneur en mercure des poissons du Rhin dépasse dangereusement la limite tolérée ; les autorités déclarent cependant qu'ils sont encore comestibles. Devant ces faits, l'association a décidé de créer son propre service de surveillance.

La journée d'information de Ciba-Geigy s'est tenue, elle, sous le signe de l'optimisme. On a tout d'abord rappelé que l'industrie ne participe « que » pour 50 % à la dégradation du milieu naturel. On a passé ensuite à la présentation des réalisations présentes et à venir, notamment celles d'une des plus grandes centrales d'épuration du pays, à construire en collaboration entre plusieurs industries chimiques et les collectivités. Un exemple à suivre, a conclu le journaliste.

Loin de nous l'idée de dénigrer ces réalisations. Mais pour l'une des industries les plus puissantes du pays un peu plus de discrétion aurait été de rigueur, quand on sait que la région bâloise traîne en queue de classement pour le traitement des eaux usées. Ni l'effort privé n'est méritoire ni la faiblesse des autorités excusable. En définitive, seule la pression conjuguée de l'opinion publique et de la législation fédérale méritait d'être citée.

Perspectives

Une pensée de Roy Jenkins, le socialisme anglais et européen, tirée de son récent livre « What matters now » :

« Le Mouvement socialiste a été créé pour combattre une minorité opulente au nom d'une majorité misérable. Il doit maintenant enrôler la majorité dans la défense d'une minorité pauvre. »